

## **TURQUIE**

Amnesty International exhorte le nouveau président à engager des réformes sur le terrain des droits humains

Index AI : EUR 44/027/00

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

Amnesty International a salué ce jour international relatif aux droits humains. (mercredi 17 mai 2000) les déclarations ? Le gouvernement doit veiller à ce du nouveau président turc, Ahmet Necdet qu'aucune disposition du droit interne ne Sezer, qui a promis de poursuivre les soit appliquée pour réprimer l'exercice du réformes de la législation et de la droit à la liberté d'expression ?, a souligné Constitution turques. Amnesty International. L'Organisation a

? La Turquie a pris un certain nombre de rappelé au président que des procédures mesures au cours des douze derniers mois judiciaires étaient toujours ouvertes contre en vue d'améliorer la situation des droits ceux qui s'écarterent de la ligne officielle sur humains, mais Amnesty International la question kurde et sur le rôle de l'islam. estime qu'elles sont encore trop limitées. En La liberté d'expression est restreinte en dépit de réformes législatives allant dans le Turquie, notamment par l'application de bon sens, l'Organisation demeure vivement l'article 312 du Code pénal. Parmi les préoccupée par les violations des droits victimes les plus connues de ses dispositions fondamentaux perpétrées en Turquie. ? figurent le militant de premier plan des

Amnesty International a appelé le droits humains Akin Birdal, ancien nouveau chef de l'État à user de son président de l'Insan Haklari Dernegi (IHD, autorité pour engager un processus rapide Association turque pour la défense des de réformes législatives approfondies, afin droits humains), qui a été de nouveau d'aligner les lois turques touchant à la emprisonné le 28 mars 2000 ; l'avocat liberté d'expression sur le droit spécialisé dans la défense des droits

humains Esber Yagmurdereli, qui est surprise et regret que la section de  
incarcéré depuis juin 1998 ; l'ancien maire Diyarbakir de l'IHD avait été de nouveau  
d'Istanbul Recep Tayyip Erdogan ; et fermée par les services du préfet de  
Necmettin Erbakan, ancien Premier l'Anatolie du Sud-Est placée sous état  
ministre et dirigeant du mouvement d'urgence et par ceux du préfet du  
interdit Refah Partisi (RP, Parti de la département de Diyarbakir. Cette mesure  
prospérité), qui a été récemment est intervenue vingt-trois jours seulement  
condamné. après que cette section eut été autorisée à

Amnesty International a attiré reprendre ses activités, à la suite de presque  
l'attention du président sur la persistance trois années d'interdiction. ?

des manœuvres de harcèlement et des Amnesty International a exhorté le  
mesures répressives dont les défenseurs des président Ahmet Necdet Sezer à user de  
droits humains sont victimes de la part des son influence pour faire en sorte que la  
autorités. section de Diyarbakir de l'IHD puisse

? L'Organisation a appris le 12 mai avec immédia-tement reprendre ses activités.

L'Organisation estime que la  
fermeture des sections de cette  
association a pour but d'empêcher  
l'IHD de surveiller efficacement la  
situation des droits humains. Cela  
pourrait se traduire par une  
multiplication des violations des droits  
fondamentaux, et conforter leurs  
auteurs dans l'idée que leurs  
agissements ne feront l'objet d'aucune  
enquête et demeureront impunis.

La torture et la détention au secret  
en Turquie demeurent des sujets de  
préoccupation majeurs pour Amnesty  
Inter-national. ? Des lignes directrices

claires devraient être définies afin  
que, dans la pratique, toute personne  
appréhendée puisse immédiatement  
entrer en contact avec un avocat, a  
déclaré Amnesty International. En  
mettant fin à la pratique qui consiste  
à bander les yeux des personnes  
gardées à vue, les autorités  
prendraient une mesure concrète, qui  
représenterait un moyen de lutte  
efficace contre la torture en obligeant  
les policiers à répondre davantage de  
leurs agissements.

? Les gendarmes et les policiers,  
notamment les membres des sections

*antiterroristes, sont d'autant plus susceptibles de torturer des détenus ou de les soumettre à d'autres formes de mauvais traitements qu'ils considèrent comme fortement improbable l'éventualité de poursuites judiciaires, a fait observer l'Organisation. Par conséquent, il est nécessaire que les allégations et les plaintes faisant état de torture ou de mauvais traitements, de "disparitions" et d'exécutions extrajudiciaires donnent lieu dans les plus brefs délais à des enquêtes efficaces. Les responsables de violations des droits humains doivent être traduits en justice. ?*

Amnesty International a appelé le président Ahmet Necdet Sezer à exercer son autorité afin que le gouvernement de la Turquie poursuive dans la voie des réformes législatives et procédurales nécessaires afin de garantir aux citoyens de ce pays une protection juridique adéquate. Les autorités doivent en outre exercer un contrôle vigilant sur les forces de sécurité pour que les dispositions légales en vigueur soient respectées.

Par ailleurs, Amnesty International

a demandé instamment au nouveau chef de l'État de confirmer le moratoire actuel sur les exécutions et de montrer qu'il est favorable à l'abolition inconditionnelle de la peine de mort en Turquie. ?

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 207 413 5566, ou consulter notre site web : <http://www.amnesty.org>